

Réponse de

**Nicolas DUPONT-AIGNAN**

*Candidat à la présidence de la République  
Député de l'Essonne – Maire d'Yerres*

Monsieur le Secrétaire général,

J'ai bien reçu votre lettre par laquelle vous m'interpellez sur plusieurs sujets (retraites, services publics, avenir du secteur médico-social,...) et à laquelle, malheureusement, l'affluence de courriers reçus et la charge de travail très importante de la campagne présidentielle en cours, ne m'ont pas permis de répondre plus tôt avec la précision requise, ce dont je suis sincèrement désolé.

Retraites et services publics sont aujourd'hui sur le grill : pas un jour sans de nouvelles annonces de restrictions budgétaires, ni une grève d'agents en colère, lançant un appel au secours dans l'indifférence médiatique mais avec le soutien silencieux des Français. Pas un jour sans la mobilisation d'une petite commune en passe de perdre son école, son bureau de poste ou son hôpital. Pas un jour, enfin, sans que la Commission de Bruxelles ne réclame le démantèlement rampant de telle ou telle activité publique d'intérêt général.

Le mouvement général de privatisation / libéralisation, censé améliorer les prestations et les coûts, est bien loin de tenir toutes ses promesses. En effet, la lourdeur relative des anciens opérateurs publics est trop souvent remplacée par la logique du profit à court terme qui anime un certain secteur privé, ce qui se traduit dans bien des cas par la baisse de la qualité des prestations offertes, par la hausse des tarifs, l'abus de position dominante et la manipulation d'une clientèle considérée comme captive.

Or, les services publics sont l'un des piliers essentiels de notre modèle économique et social. Ils sont le bras armé de la République et l'instrument privilégié de son unité. C'est pourquoi il est nécessaire de les préserver de la double menace qui pèse sur eux : leur incapacité à se réformer d'une part et l'ultralibéralisme bruxellois d'autre part.

Il m'est insupportable de voir la RGPP détricoter notre service public et la réforme des retraites paupériser toujours davantage les plus fragiles, sous la fausse excuse qu'il faut moderniser l'Etat. Ce n'est pas en pillant ses ressources que l'on aura un Etat plus protecteur et plus dispensateur de bien-être au profit de tous nos concitoyens.

**Pour avoir un Etat dynamique, qui peut embaucher et titulariser des fonctionnaires, pour un Etat qui respecte la technicité de chacune de ses filières et qui ne les fusionne pas pour des raisons obscures de budgets, il faut affirmer trois grands principes :**

- *L'Etat comme levier économique :*

- Stopper la libéralisation des services publics imposée par l'Union européenne.
- Rétablir certains grands monopoles publics afin d'assurer notre indépendance :
  - ® La Poste pour un maillage solidaire du territoire.
  - ® Un grand groupe ferroviaire par la fusion SNCF/RFF.
  - ® Un grand groupe énergétique par la fusion-renationalisation EDF/GDF
  - ® La renationalisation des autoroutes et la suppression des péages sur les portions amorties.
  - ® Imposer des obligations de service public aux banques (fléchage du crédit aux PME,...), et aux entreprises d'assainissement et de distribution d'eau (tarif social,...).

- *Garantie de la cohésion sociale et territoriale :*

- Suspendre toutes les fermetures de services publics ruraux et élaborer un schéma national des services publics de proximité (hôpitaux, postes,...) pour répondre aux besoins de l'ensemble du territoire, notamment dans les petites communes et en outremer.
- Imposer aux alliances de compagnies aériennes d'assurer des vols à tarif réduit à destination de l'outre-mer.

- *Efficacité des services publics :*

- Améliorer la motivation des fonctionnaires en assouplissant leur rémunération et leur carrière : intéressement à la performance, généralisation des primes au mérite, autonomie de gestion du personnel et formation continue automatique.
- Imposer des résultats et des objectifs chiffrés aux entreprises publiques par le rétablissement d'une planification indicative (Commissariat au Plan) : satisfaction des usagers, gains de productivité.
- Généraliser le service minimum garanti.
- Créer des conseils d'usagers et introduire leurs représentants dans les conseils d'administration des entreprises publiques.
- Combattre la fraude sociale et encadrer strictement la CMU et l'AME.

**Mes engagements concernant le système de la retraite s'articule autour de plusieurs points.**

- *Affirmer la démocratie sociale :*

Je m'engage à rétablir des élections démocratiques au sein du régime général de retraite des salariés comme cela était prévu à l'origine. Les administrateurs seront alors élus directement par les affiliés. De plus, je redonnerai aux Français le contrôle de leur régime de retraite en n'ouvrant les conseils d'administration qu'aux seuls affiliés du régime.

- *Une gestion plus vertueuse :*

Il faut créer un organisme d'audit et de contrôle sous l'autorité du Parlement. Il faut étendre et renforcer le pouvoir d'audit et de contrôle du Parlement sur les caisses de retraite afin d'endiguer les gaspillages et les dérives.

- *Etablir une équité public-privé :*

En outre, il m'est insupportable de voir tant d'inégalités entre le public et le privé. A contribution égale, pension égale. Je m'engage à consacrer, dans la Constitution, ce principe pour instaurer une équité réelle entre les Français. De plus, je ne veux qu'aucun régime de retraité privilégié ne soit financé, directement ou indirectement, par l'impôt prélevé sur les contribuables.

- *Sauvegarder nos retraites :*

Il faut en finir avec le « siphonage » programmé des caisses du privé. Il faut qu'aucun régime de retraite ne puisse être contraint à en financer un autre dont les prestations sont plus généreuses que les siennes. D'autre part, il faut respecter les personnes qui ont travaillé toute leur vie. Aucune diminution, directe ou indirecte par l'impôt, ne sera opérée. Je développerai également la retraite à points pour que chacun puisse en toute responsabilité, arbitrer entre l'âge de son départ en retraite et le montant de sa pension.

Je souhaite ainsi que la Nation, sortie de la tourmente économique et financière, puisse enfin consacrer une part plus décente à ses aînés qui, avec l'allongement de la durée de la vie et le renchérissement de certains soins ou prise en charge, sont de plus en plus dramatiquement démunis face à l'adversité. De même, le retour de la croissance doit permettre de faire fonctionner décemment nos services publics, particulièrement frappé de plein fouet par les politiques d'austérité et de restrictions en tout genre dont le mix Union européenne / « modernisation » néolibérale de la société a le secret.

Toutefois, l'ensemble de ces mesures a un coût que l'état de notre économie et de nos finances publiques ne permet pas à l'heure actuelle d'assumer, ce qui rend au reste peu crédibles les promesses faites par les candidats à la présidence de la République souhaitant maintenir tels quels les « grands équilibres » macro-économiques, notamment européens.

Le problème majeur est ainsi celui du financement de notre protection sociale et des services publics plus généralement. Il faut en premier lieu rétablir notre situation économique désastreuse. Le chômage de masse, les délocalisations industrielles, la compression des salaires ont asséché les revenus sociaux. Seule une politique économique hardie, sortant du système de l'euro qui nous étouffe et rétablissant des frontières économiques raisonnables permettra d'inverser la tendance.

Mais ce ne sera pas suffisant. La hausse des coûts sociaux – de la retraite, mais aussi de la

petite enfance, du chantier de la dépendance, ou de la santé, avec l'allongement de l'espérance de vie, le vieillissement de la population, la transformation de maladies autrefois rapidement mortelles en maladies chroniques - constitue un défi humain et financier sans précédent, qu'il convient de relever conjointement avec une meilleure gestion de la ressource publique (lutte contre la fraude, redéploiements,...).

Ainsi intégrée à une politique sociale réellement à la hauteur, rendue possible par un regain de prospérité économique, une remise à niveau de nos retraites et plus généralement des ressources collectives doit pouvoir intervenir durant le prochain quinquennat.

Espérant avoir répondu à vos interrogations et vous remerciant de votre intérêt,

Bien Cordialement.

**Nicolas DUPONT-AIGNAN**

*Candidat à la présidence de la République*

*Député de l'Essonne – Maire d'Yerres*